



**MAIRIE DE
LABASTIDETTE**

**NON OPPOSITION A UNE DEMANDE DE
DECLARATION PREALABLE**

DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande de DECLARATION PREALABLE - CONSTRUCTIONS ET TRAVAUX NON SOUMIS A PERMIS DE CONSTRUIRE	
Déposée le	02/05/2025
Complétée le	18/07/2025
Par	SA SFR
Demeurant à	12 Rue Paul Mesplé ZAC BASSO COMBO 31106 TOULOUSE
Représenté par	Monsieur TAILFER Olivier
Pour	Réalisation d'une antenne de radiotéléphonie comprenant : - L'installation d'un pylône treillis d'une hauteur de 30.00m - L'installation de 3 antennes radio sur pylône - L'installation de 15 modules radio sur bras de déport - La création d'une zone technique réservé aux armoires techniques
Sur un terrain sis	LAS MARGALIDES

Référence dossier	
N° DP 031253 25 00024	
Surface du terrain :	2 853,00 m ²

LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE,

Vu la demande de Déclaration préalable - Constructions et travaux non soumis à permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-4, et R.421-17,

Vu l'arrêté préfectoral du 22/12/2008, portant approbation du Plan de Prévention des risques naturels prévisibles de mouvements différentiels de terrain consécutif au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux, exécutoire le 20/04/2009,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal le 24 janvier 2008 et exécutoire le 7 février 2008, modifié une quatrième et cinquième fois en date des 3 octobre 2017 et 11 janvier 2018 et exécutoire en date du 24 janvier 2018, ayant fait l'objet d'une modification simplifiée n° 2 approuvée le 02 décembre 2019 exécutoire le 09 décembre 2019,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles liés aux inondations du Bassin versant du Touch Aval approuvé le 05 août 2021,

Vu l'avis favorable du Syndicat Départemental d'Electricité de Haute Garonne en date du 26/05/2025 pour une puissance de 18 KVA,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 :

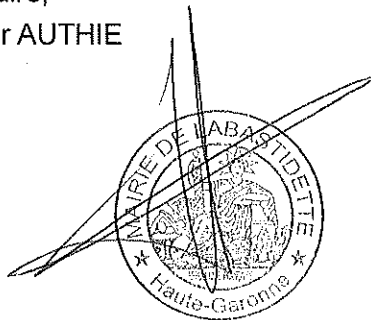
La présente autorisation est assortie des prescriptions particulières suivantes :

- **le projet est situé en zone Rouge Hachurée Inondation et doit donc respecter l'article 2.1.4 du règlement de ladite zone du PPRI : les équipements sensibles devront être placés au-dessus des PHEC ou être protégés par tout dispositif assurant l'étanchéité. Ils devront être munis de mise hors service automatique.**

Fait à LABASTIDETTE

Le 01/08/2025

Le Maire,
Olivier AUTHIE



Suivant l'article R 424-12 du Code de l'Urbanisme, la décision et le dossier sont transmis au Sous Préfet le 08/08/25

Suivant l'article R 423-6 du Code de l'Urbanisme, l'avis de dépôt de la présente demande a été affiché à compter du 07/05/25.

La présente autorisation est affichée en mairie à compter du 04/08/25

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

AFFICHAGE: Dès la date à partir de laquelle des travaux peuvent être exécutés, la mention de la notification des prescriptions doit être affichée sur le terrain par les soins du déclarant, de manière visible de l'extérieur, pendant au moins deux mois et pendant toute la durée du chantier, si celle-ci est supérieure à deux mois. Elle est également affichée en mairie pendant deux mois.

DURÉE DE VALIDITÉ : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).